

# HAÏTI

Rapport annuel 2005

## La contribution de l'IICA au développement de l'agriculture et des communautés rurales



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

## TABLE DES MATIERES

<b>PRESENTATION</b>	<b>Page 3</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>4</b>
<b>1.- Introduction</b>	<b>9</b>
<b>2.- La situation de l'agriculture et de la vie rurale en Haïti en 2005</b>	<b>9</b>
2.1.- Performance récente du secteur agricole	
2.2.- Aspects critiques du contexte national et international pour l'agriculture et la vie rurale e Haïti	
2.3.- L'état des conditions de vie au sein des communautés rurales	
<b>3.- Résumé de l'Agenda National de Coopération Technique</b>	<b>14</b>
<b>4.- Résultats de la coopération technique en 2005</b>	<b>15</b>
4.1.- Facilitation de la compétitivité et du commerce global	
4.2.- Promotion de l'innocuité alimentaire et de la protection sanitaire agricole	
4.3.- Renforcement des communautés rurales	
4.4.- Intégration hémisphérique	
4.5.- Développement du capital humain	
4.6.- Gestion de l'environnement	
4.7.- Modernisation institutionnelle	
4.8.- Autres activités	
<b>5.- Coopération Inter-Agence</b>	<b>31</b>
<b>6.- Appui au développement de plans et de stratégies nationales</b>	<b>32</b>
<b>7.- Résultats de la mise en œuvre de projets d'investissement</b>	<b>33</b>
<b>8.- Opportunités futures de coopération</b>	<b>34</b>
<b>9.- ANNEXES: Publications</b>	<b>35</b>

## PRESENTATION

C'est avec le grand plaisir que nous présentons ce Rapport des activités du Bureau de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture en Haïti (IICA) pour l'année 2005. Ce rapport rend compte des résultats des efforts de coopération technique entrepris par le Bureau tout au cours de l'année 2005. Il est adressé particulièrement au Ministère de l'Agriculture et à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé qui travaillent en Haïti pour un développement durable de l'agriculture et pour la prospérité et le bien-être du monde rural.

La présentation de ce rapport rentre dans le cadre des exigences de l'administration centrale de l'IICA qui fait de l'obligation de rendre des comptes l'un des principes directeurs du nouveau style de gestion et de la nouvelle philosophie de l'Institut.

L'assistance technique fournie au cours de l'année 2005 reflète parfaitement la mission que s'est fixé le Bureau: Appuyer les efforts des instances gouvernementales concernées par le développement de l'agriculture et des entreprises agricoles du secteur privé dans les différents domaines stratégiques dans lesquels l'IICA s'est spécialisé. A cet égard, nous nous sommes faits un point d'honneur de travailler en concertation avec non seulement le Ministère de l'Agriculture et les autres partenaires du secteur public, mais aussi avec des instances du secteur privé des affaires, du secteur associatif et d'autres organisations du secteur international.

Nous aimerions attirer l'attention sur le Protocole d'Accord signé par le Bureau au cours de l'année écoulée avec la FAO dans l'objectif d'une action concertée au bénéfice du Ministère de l'Agriculture. Cet accord, à notre avis, donne un signal clair de la concertation qui s'avère indispensable aux multiples intervenants au niveau du secteur agricole. Il en résulterait une synergie entre les acteurs qui non seulement favoriserait une meilleure efficacité et efficience des interventions mais aussi faciliterait la coordination et le pilotage que doit exercer le MARNDR.

Nous voulons profiter de l'opportunité pour adresser nos plus vifs remerciements au personnel qui s'est dépensé sans réserve, très souvent au-delà des heures régulières de travail ainsi qu'aux techniciens des institutions partenaires impliqués dans la réalisation des activités relatées dans ce rapport. Ces remerciements s'étendent également aux institutions de financement qui nous ont témoigné leur confiance en apportant les fonds nécessaires sans lesquels les résultats qui font l'objet de ce rapport n'auraient pu avoir lieu. A ces derniers, nous donnons la ferme garantie que leurs fonds seront toujours utilisés à bon escient, pour les fins auxquelles ils ont été destinés.

**Alfredo J. Mena Pantaleon, Ing-Agr., Msc.  
Représentant**

## RESUME EXECUTIF

*Sur le plan politique, l'année 2005 a été marquée en Haïti par une relative amélioration des conditions de sécurité: beaucoup de gangs armés qui terrorisaient la population ont été réduits au silence et la plupart des quartiers de non-droit de la capitale ont été pacifiés. Toutefois, il a été observé une recrudescence des cas d'enlèvements et de séquestrations où de fortes rançons sont généralement exigées des victimes pour leur libération. Cette nouvelle forme d'insécurité, bien que circonscrite dans l'aire métropolitaine, a atteint des proportions inquiétantes dans les derniers mois de l'année.*

*En dépit de la psychose de peur provoquée par l'expansion du phénomène de «kidnapping», l'attention a été surtout focalisée tout au long de l'année sur les travaux du Conseil Electoral Provisoire (CEP) chargé d'organiser des élections générales dans le pays. Initialement prévues pour la fin de l'année 2005, ces élections, d'une importance capitale pour la normalisation institutionnelle du pays, ont été, après plusieurs tergiversations, finalement fixées par arrêté officiel à 8 janvier 2006.*

*Sur le plan socio-économique, les conditions réelles d'existence se sont trouvées détériorées, comme le témoigne l'évolution des indicateurs macroéconomiques de base. La monnaie nationale, la gourde, n'a pas cessé de se déprécier par rapport au dollar américain: de 36 gourdes en janvier 2005, la devise américaine s'échange en décembre 2005 à plus de 43 gourdes, soit une dépréciation de près de 20% en 12 mois. Le taux d'inflation, après une légère baisse au cours des deux premiers trimestres de l'année, a amorcé dès fin juin une constante tendance à la hausse. Il en résulta une augmentation généralisée des prix qui a affecté significativement le pouvoir d'achat de la population, particulièrement celui des couches les plus défavorisées.*

*Le secteur agricole continue de constituer le principal pilier de l'économie. Au cours de l'année 2005, la situation générale de l'agriculture a été marquée à la fois par la sécheresse et les inondations. La sécheresse enregistrée au cours des premiers mois de l'année a occasionné un certain retard dans les semis de printemps, «la grande saison», dans beaucoup de régions du pays; ce qui eut comme conséquence d'allonger malencontreusement la période de soudure. D'un autre côté, l'année 2005, a été particulièrement féconde en cyclones. Les pluies intenses occasionnées par les nombreux bouleversements climatiques comptés lors de la période cyclonique ont causé des inondations presque partout dans le pays. Si dans certaines régions, comme dans le Nord, les pluies ont été favorables aux activités agricoles, dans d'autres, comme dans la Péninsule Sud, elles ont provoqué des dégâts importants tant au niveau de la production agricole (bétail compris) que des infrastructures. Mais, certains observateurs estiment qu'en dépit de la conjugaison de ces deux facteurs climatiques adverses (sécheresse prolongée et inondations), la production agricole globale de l'année ne va pas en souffrir outre mesure, compte tenu de la micro-localisation des perturbations enregistrées. Toutefois, il est anticipé que la situation alimentaire risque de s'aggraver dans certaines zones du Sud, car depuis mars 2005, les activités agricoles ont été particulièrement affectées par le passage successif de deux cyclones, (Dennis et Emily) et deux tempêtes tropicales (Wilma et Alpha).*

*Malgré une évolution dans un contexte particulièrement difficile, force est de reconnaître un certain regain d'activités au niveau de secteur agricole dans son ensemble. Des travaux de réhabilitation sont réalisés au niveau de plusieurs petits périmètres irrigués dans les zones rurales.*

*D'importantes sommes ont été débloquées pour des travaux d'envergure, particulièrement dans la Vallée de l'Artibonite et dans certaines zones rurales des Gonaïves, en réponse aux dégâts causés par le passage du Cyclone Jeanne en septembre 2004. Pour l'année 2005, près de 75 millions de USD ont été globalement engagés au profit du secteur agricole. Le secteur d'exportation des mangues continue de maintenir la première place dans les exportations agricoles du pays: le volume de mangues exporté a subi une augmentation de près de 10% comparativement à l'année précédente. Des expériences novatrices de substitution d'importation sont entreprises dans plusieurs domaines, particulièrement dans le secteur de transformation de produits laitiers et dans celui de l'élevage avicole. Le Ministère de l'Agriculture exerce un bon leadership dans la coordination des interventions au niveau de l'ensemble du secteur.*

*Durant l'année 2005, le Bureau de l'IICA en Haïti a maintenu ses efforts de coopération avec le secteur officiel, les entreprises d'exportation, les organisations de base, les universités et les institutions d'encadrement. En plus du support technique et logistique, les énergies ont été concentrées sur le renforcement de la participation du Bureau dans les espaces de concertation sur le développement du Secteur agricole et sur la formalisation des alliances avec des partenaires stratégiques traditionnels. Les résultats concrets de la coopération technique fournie par le Bureau pour l'année 2005 peuvent être résumés comme suit:*

**Facilitation de la compétitivité et du commerce global.-** *Le Comité National sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires (Comité SPS) mis en place a continué de recevoir un appui logistique soutenu de la part du Bureau. Malheureusement, la consultation sollicitée par ce Comité pour une évaluation de ses avancées et une redéfinition de nouvelles lignes directrices n'a pu avoir lieu en raison des conditions sociopolitiques du pays. De même, une consultation demandée par le Ministère de l'Agriculture pour la réglementation des palettes de bois utilisées dans l'exportation des produits agricoles a dû être ajournée. Bien que les arrangements administratifs étaient parvenus à leur stade de finalisation, le Bureau s'est vu obligé d'annuler la venue des techniciens correspondants.*

*En revanche, Haïti, avec l'appui logistique du Bureau, a été représentée à toutes les réunions de l'OMC sur les mesures SPS. Un cadre supérieur du Ministère de l'Agriculture a participé à toutes les réunions de l'OMC tenues à Genève au cours de l'année 2005.*

*Par ailleurs, il importe de mentionner que le Bureau a coordonné pour le compte du Ministère de l'Agriculture deux missions techniques en République Dominicaine: la première pour explorer des opportunités de mécanisation agricole dans le secteur agricole, la seconde pour visiter des entreprises dominicaines de production industrielle de poulet. La première mission s'est réalisée au profit de l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA) avec huit (8) techniciens de cette institution. La seconde mission a été organisée pour la coopération taiwanaise en Haïti avec la participation de cinq (5) techniciens taiwanais et haïtiens.*

**Promotion de l'innocuité alimentaire et de la protection sanitaire agricole.-** *Cet aspect continue de constituer l'un des principaux axes autour desquels s'articulent les activités de coopération technique du Bureau. En effet, peuvent être regroupés sous cette rubrique les résultats du plus grand projet du Bureau, le Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale. Parmi les réalisations de cet important projet financé par l'USDA, figurent notamment la vaccination de*

696.373 porcs représentant 87% de la population porcine, la formation et le recyclage de 200 agents vétérinaires et de 70 paysans éleveurs, le quasi-achèvement de 4 postes de quarantaine sur 5 prévus au niveau des îles adjacentes, une campagne de sensibilisation sur l'importance de la lutte contre le fléau de la Peste Porcine Classique (PPC) à travers la distribution de 100.000 feuillets d'information, 15,000 posters et dépliants, 3,600 T-Shirts et 3,800 casquettes. Mais l'extrait le plus important de ce projet demeure la mise en place de l'infrastructure physique et la structure organisationnelle nécessaires à l'opérationnalisation d'un précieux réseau de vaccination et de surveillance épidémiologique qui permette au Ministère de contrôler et de suivre efficacement l'expansion non seulement de la PPC mais également d'autres pathogènes affectant le cheptel national.

A côté des extraits du projet de contrôle de la PPC, il convient de mentionner également les avancées de deux autres instruments de coopération visant le contrôle du scolyte du café financé par l'Union Européenne et le contrôle de la Sigatoka noire du bananier financé par INIBAP.

Le Projet de Contrôle du Scolyte a focalisé ses interventions sur l'introduction de la lutte biologique et les méthodes de piégeage. Sur une prévision de 9 petits laboratoires ruraux à la portée des coopérations caféières locales, les bâtiments sont déjà aménagés pour cinq (5) laboratoires et deux d'entre eux ont déjà commencé à produire des parasitoïdes. Un millier de pièges Brocap ont été achetés de la République Dominicaine pour une plus grande vulgarisation de la pratique d'utilisation des pièges à scolytes dans les caféières.

Au niveau du Projet de Contrôle de la Sigatoka Noire, l'emphase a été mise sur la distribution de plants de bananiers résistants à la maladie et réellement appréciés par les populations locales lors de la phase d'évaluation participative. En concertation avec le Service National Semencier du Ministère de l'Agriculture, le Bureau a organisé dans le cadre de ce projet un important séminaire de formation sur les nouvelles techniques horticoles de production de masse de plants de bananiers par la Méthode PIF (Plants Issus par Fragments de Tige). Cette méthode permet non seulement de multiplier rapidement les plants mais aussi d'obtenir des plants sains, indemnes de nématodes et de charançons. Plusieurs techniciens venant des organisations partenaires du Bureau impliquées dans la lutte contre la Sigatoka noire, tels ORE, PADF, GACDEC et Fon Lanbi ont participé à ce séminaire.

**Renforcement des communautés rurales.**- Sous cette rubrique peuvent être regroupées plusieurs réalisations du Projet PWOTOKOL financé par la Fondation Kellogg et du Projet d'Appui aux Victimes des Inondations des Zones Rurales des Gonaïves financé par l'USAID.

Plusieurs sessions de formation pratique ont été organisées dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets, dans la finalité de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires. A cet égard, il convient de mentionner notamment:

- Le séminaire de formation à l'adresse des comités de gestion des groupements Pwotokol. Un total de 21 membres avait pris part à cette importante session organisée au cours du mois de mars 2005;
- Le séminaire de formation organisée en début d'avril 2005 à l'adresse des Agents de Production et de Santé Animales (APSA). Cette session de formation était la dernière de toute une série initiée depuis cinq (5) années. Une trentaine d'APSA y ont participé.



- Le séminaire de formation organisé en juillet au bénéfice des comités de Kredifanm, un programme de crédit au bénéfice des femmes rurales. Environ 27 bénéficiaires du programme de crédit aux femmes rurales ont participé à cette session de formation déroulée sous le thème «Gestion de l'entreprise dans son environnement». Le manuel «Ann Aprann Fè Biznis pi Byen» (Apprenons à mieux gérer une entreprise) préparé en la circonstance constitue un bon outil de formation fort apprécié par les participantes.

- Le séminaire de formation organisé en novembre sur la transformation des fruits au profit des groupements de femmes de Kan-yet et de Fort Ogé dans la région de Jacmel et auquel avait participé un total de 56 femmes rurales. Les enseignements fournis dans le cadre de cette session de formation doivent conduire à une meilleure valorisation des fruits qui se gaspillent dans les moments de pic de la production.

Parmi les activités d'appui à la production animale, il importe de souligner la distribution de 2,500 pondeuses rustiques bénéficiant à plus de 500 familles et l'instauration d'un modèle novateur de crédit animal rotatif dans la finalité d'aider les exploitations agricoles à reconstituer leur cheptel caprin. Dans le domaine d'appui à la production végétale, des plants de 3 variétés intéressantes de manioc, Tai-8, CMC-40 et Yema de Huevo, ont été introduits à Tapion. Dans le même ordre d'idées, une assistance technique rapprochée est fournie aux planteurs de Desbarrières pour leur permettre de réussir leurs plantations de tomate et de haricot, deux principales cultures de rente dans la zone.

Cette année, un montant total de plus de 2 millions de gourdes a été octroyé pour augmenter les fonds de crédit de plus de 700 femmes rurales. Il importe toujours à l'intérieur de Kredifanm de mettre également l'accent sur le début d'un processus de formation d'un réseau de femmes rurales pour la production et la commercialisation d'œufs et pour la préparation de confiture, gelée, liqueur ou nectar à partir de fruits locaux.

**Intégration hémisphérique.**- Cette année, le Bureau a consenti de louables efforts pour garantir la participation d'Haïti à différents forums organisés aux niveaux régional et hémisphérique. En effet le pays a répondu présent à pratiquement toutes les réunions du Comité de Gestion, du Comité Exécutif et du Conseil.

Haïti, par le biais du Ministre de l'Agriculture a participé à toutes les réunions de l'Alliance, ainsi qu'à l'Initiative Jagdeo. Une délégation composée de cadres du secteur privé et du secteur public a représenté Haïti à la célébration de la 5ème semaine caraïbéenne de l'Agriculture, déroulée en octobre à St Kitts & Nevis.

Par ailleurs, deux rencontres ont été organisées au niveau binational pour réfléchir sur les problèmes zoo et phytosanitaires communs à Haïti et à la République Dominicaine.

**Développement du capital humain.**- La formation et le perfectionnement des cadres continuent de constituer une autre des principales priorités du Bureau. Des facilités logistiques ont été apportées à plusieurs institutions internationales pour leur processus d'octroi de bourses d'études à des étudiants haïtiens.

L'Université EARTH a été accompagnée dans l'organisation de son concours pour la sélection de boursiers en Haïti. Sur 45 postulants, le comité d'évaluation a sélectionné 10 étudiants auxquels il a été attribué trois (3) bourses complètes et sept (7) demi-bourses.

*A travers le réseau United World Collège, 3 jeunes ont également bénéficié de bourse d'études, toujours avec l'appui logistique du Bureau: 2 pour un Baccalauréat International en Norvège et au Nouveau Mexique et 1 pour un diplôme en administration agricole au Venezuela.*

*Dans le domaine du développement du capital humain, il importe de mentionner l'élaboration d'un document de projet pour l'administration d'un cours de formation d'entrepreneurs agricoles. Ce projet qui sera exécuté par l'Université EARTH au profit de professionnels haïtiens a reçu un bon support technique du Directeur du secteur stratégique "Enseignement et Formation", au Siège Central de l'IICA. Le projet devra être soumis à la BID pour financement.*

**Gestion de l'environnement.**- *Dans ce domaine, il convient de mentionner la formation sur les "bonnes pratiques agricoles" organisée en République Dominicaine et à laquelle le Bureau a facilité la participation de plusieurs cadres techniques haïtiens. Le Bureau estime que le développement durable de l'agriculture est irrémédiablement conditionné par la systématisation de telles pratiques respectueuses de l'environnement.*

*Le concept est appliqué également au niveau d'un projet de promotion de petits jardins potagers mis en œuvre en concertation avec la Coopération Argentine. Cette expérience pilote qui s'inspire d'un programme similaire très populaire en Argentine, le ProHuerta, est pratiquement à sa phase d'implantation. 105 promoteurs sont déjà formés dans le cadre de ce projet, 27 kg de semences de 24 variétés de légumes ont été distribuées aux 630 familles engagées dans la mise en œuvre. Déjà, beaucoup de secteurs ont montré un vif intérêt pour cette approche novatrice et originale.*

**Modernisation Institutionnelle.**- *Le Bureau accorde une grande importance à son image institutionnelle, à la disposition d'équipements techniques de pointe et à la formation continue des membres de son staff.*

*C'est ainsi que 2 cadres de la section administrative ont suivi un cours de perfectionnement d'une semaine au Siège Central. De même, deux cadres techniques ont participé à des sessions de formation à l'étranger. Ces formations vont avoir un impact positif sur le développement des capacités techniques et administratives des bénéficiaires.*

*De plus il est prévu, au cours de la prochaine année, d'équiper le Bureau de Téléphone IP, un système qui facilite les appels téléphoniques à l'étranger tout en réduisant les coûts.*

**Autres activités.**- *Sous cette rubrique, il convient particulièrement de rappeler le protocole d'accord signé avec la FAO. Ce protocole d'accord paraphé en présence du Ministre de l'Agriculture, vise à garantir une action concertée entre l'IICA et la FAO au bénéfice du Ministère de l'Agriculture. La signature de ce protocole d'accord qui a été chaudement applaudi par le Ministre rentre en droite ligne des orientations clairement exprimées par les instances supérieures de l'IICA et de la FAO.*

*Par ailleurs, il convient également de mettre l'accent sur les efforts consentis par le Bureau pour renforcer et atterrir la coopération horizontale. Des activités pour une coopération avec le Chili dans le domaine de la production de semences botaniques de pomme de terre sont en cours. Une convention vient d'être signée avec la coopération argentine pour la mise en oeuvre du projet d'Autoproduction d'Aliments Frais aux Gonaïves.*



## I.- INTRODUCTION

Ce document présente le Rapport Annuel du Bureau de l'IICA en Haïti pour l'année 2005. A ce titre, il rend compte fondamentalement des résultats des activités de coopération technique conduites par le Bureau de janvier à décembre 2005.

Le Rapport Annuel 2005 du Bureau de l'IICA en Haïti prend en considération les résultats tant de la coopération de base supportée par les fonds alloués par l'Institut que des différents projets mis en œuvre à partir de ressources externes. Ce rapport comprend notamment une analyse de la situation de l'agriculture et de la vie rurale pour l'année 2005, les résultats des efforts de coopération technique déployés par le Bureau au cours de l'année 2005 ainsi que les opportunités de coopération qui s'offrent au Bureau pour les prochaines années à venir.

La présentation de ce rapport s'inscrit dans le cadre des exigences de l'actuelle administration centrale de l'IICA qui fait de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes les deux principaux principes directeurs qui guident le nouveau style de coopération prôné par l'Institut. En conformité avec ces valeurs institutionnelles, le Rapport Annuel 2005 des activités du Bureau de l'IICA en Haïti est adressé aux autorités nationales compétentes, particulièrement au Ministère de l'Agriculture, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires des secteurs public et privé œuvrant pour le développement du secteur agricole.

## II. LA SITUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE EN HAÏTI EN 2004

La République d'Haïti occupe le tiers occidental de l'île d'Hispaniola sur une superficie de 27 750 km<sup>2</sup>. Elle partage l'île avec la République Dominicaine qui en occupe la partie est. La population d'Haïti est estimée à quelques (huit) 8 millions d'habitants dont les deux-tiers vivent en milieu rural. La densité moyenne, dans tous les cas, dépasse les 250 habitants au km<sup>2</sup>. Le territoire de la République d'Haïti est occupé de la manière suivante<sup>1</sup> :

**Tableau 1: Occupation du territoire national**

Espaces	Surface (km <sup>2</sup> )	%
Espaces urbanisés	500	1.8%
Cultures pérennes (café, cacao...)	1,500	5.4%
Espaces boisés	1,000	3.6%
Espaces réservés aux cultures annuelles	11,000	39.6%
Espaces réservés aux prairies et aux jachères	13,750	49.6%
<b>TOTAL</b>	<b>27,750</b>	<b>100%</b>

<sup>1</sup> / Source: FAO, 1995; Analyse du secteur agricole et identification de projets.

Sur le plan de la répartition à travers les grandes aires agro-écologiques, la distribution du territoire montre une prédominance de montagnes humides et de mornes secs alors que les plaines irriguées occupent une très faible proportion de la superficie du pays, moins de 3%<sup>2</sup>. En période d'étiage, les surfaces effectivement irriguées ne dépassent pas 50,000 hectares. Les cultures annuelles s'exercent sur une surface globale de l'ordre de 1.2 millions d'hectares dont plus de la moitié est constituée de sols dépassant les 40% de pente. Ces données illustrent la précarité et le caractère aléatoire des conditions de production au niveau du secteur agricole haïtien. De fait, Haïti est un pays d'agriculture de montagne essentiellement pluviale.

### **2.1.- Performance récente du secteur agricole**

Au cours de l'année 2005, le secteur agricole n'a pas été l'objet de catastrophes spectaculaires comme celles enregistrées à la suite du cyclone Jeanne en septembre 2004 ou les inondations de Fonds Verrettes et de Mapou en mai 2004. Toutefois, l'année a été marquée par une situation de sécheresse prolongée au cours des trois premiers mois, suivie de deux trimestres extrêmement pluvieux.

De janvier à mars 2005, la plupart des régions agricoles du pays, particulièrement le haut Plateau Central, l'Île de la Gonâve, la Plaine des Gonaïves, une grande partie du Sud Est, du Sud et de la Région des Nippes ont présenté des impacts très sévères de sécheresse. Même les périmètres irrigués ont été affectés, dans la mesure où leur alimentation en eau provient principalement des rivières: en période de sécheresse, le niveau des rivières est lui aussi affecté à la baisse. Les pluies sont finalement revenues au cours du trimestre avril – juin 2005, mais avec un certain retard. Ce qui a occasionné un grand retard dans les semis de printemps au niveau de ces régions, allongeant ainsi malencontreusement la période de soudure pour les exploitations agricoles.

D'un autre côté, les moyennes de pluviométrie collectées au cours du second trimestre 2005 se sont révélées supérieures aux valeurs normales et des inondations ont même été enregistrées au niveau des départements du Nord (Grande Rivière, Limonade) et des départements du Sud, de la Grand'Anse et de l'Ouest.

Le trimestre juillet–septembre 2005 a été également marqué par une forte pluviométrie. Les phénomènes climatiques Dennis et Emily n'ont pas frappé directement Haïti, mais les fortes pluies associées à ces tempêtes tropicales ont causé des dégâts au niveau de la péninsule Sud et spécialement au niveau des zones d'altitude. Les champs de haricot, de pomme de terre et d'igname ont été sévèrement affectés. Alors que les périodes de récolte approchaient en fin septembre et début d'octobre, les dépressions Wilma et Alpha ont de nouveau déversé des volumes importants de précipitations qui ont compromis les récoltes au niveau des parcelles déjà endommagées par les tempêtes Dennis et Emily. La dépression tropicale Alpha a entraîné des dégâts au niveau du Sud Est, du Plateau Central, du Nord et du Nord Est. Dans le reste du pays, l'excellente pluviométrie associée à la saison cyclonique, a permis un bon développement des cultures.

---

<sup>2</sup> / Source : ANDAH, 1995 ; Zonage agro-écologique d'Haïti.

D'octobre à décembre 2005 la situation est pratiquement revenue à la normale, avec le début de la saison sèche vers la mi-novembre 2005. Au cours du mois de décembre, les côtes Nord et Sud du pays ont bénéficié de précipitations modérées, alors que la partie centrale du pays demeure sèche. Les voies de communication, déjà en mauvais état, ont beaucoup souffert au cours des fortes pluies d'avril à septembre.

Les prix à la consommation des produits agricoles sont généralement tributaires des disponibilités et des situations de production, mais avec un trimestre de retard. Les prix étaient élevés au cours du premier trimestre, reflétant ainsi l'impact de la sécheresse de la fin 2004. Les prix des denrées agricoles ont commencé à baisser au cours du trimestre juillet–septembre 2005, reflétant ainsi les bonnes pluies du second semestre. Les phénomènes climatiques Dennis, Emily, Wilma et Alpha ont compromis les récoltes de la fin septembre, ce qui entraînera probablement une nouvelle tendance à la hausse des prix des produits agricoles locaux en début de 2006.

En dépit de la conjugaison des facteurs climatiques adverses (sécheresse prolongée et inondations répétées) la production agricole globale s'est nettement améliorée comparativement à l'année précédente. En effet, la production nationale de céréales en 2005 devrait être supérieure à 410,000 tonnes métriques (TM), avec environ 240,000 TM de maïs, 80,000 TM de riz paddy et 90,000 TM de sorgho, soit une légère augmentation par rapport aux valeurs enregistrées en 2004. Toutefois, les importations de riz demeurent toujours importantes, avec des volumes supérieurs à 250,000 TM en 2005. En ce qui a trait à la production des légumineuses, particulièrement haricot (*Phaseolus vulgaris*), pois congo (*Cajanus cajan*), les volumes produits en 2005 tourneront probablement autour de 70,000 TM, inférieurs aux prévisions. Pour les cultures d'exportation, près de 2.5 millions de caisses de mangues de la variété Francisque ont été exportées en 2005, principalement vers les Etats-Unis d'Amérique, soit une augmentation de l'ordre de 10% par rapport à l'année dernière. Le café et le cacao, autrefois piliers des exportations agricoles du pays, ont en revanche beaucoup diminué en importance.

Dans le domaine de la production animale, la production de poulets de chair a continué sa progression en Haïti, notamment au niveau de l'Association Haïtienne pour la Promotion de l'Elevage (AHPEL) qui a favorisé la mise sur le marché de plus de 1.5 millions de poulets de chair. Malheureusement, le développement de ce sous-secteur demeure encore limité par le fait que la majorité des constituants pour la production d'aliments pour le bétail est exportée de l'extérieur. Trois petites usines de production d'aliments pour le bétail fonctionnent déjà dans la zone de Port-au-Prince et une quatrième est actuellement en cours de construction. La production de céréales à des prix compétitifs et de soya local contribuerait sans doute à dynamiser encore davantage ce secteur.

Il convient reconnaître de que cette bonne performance du secteur agricole pour l'année 2005 tient au bon leadership exercé par le Ministère de l'Agriculture dans la coordination des interventions au niveau de l'ensemble du secteur. En plus de l'animation de la Table Sectorielle sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire qui regroupe les bailleurs de fonds et agences de coopération du secteur agricole, le Ministère a apporté un appui soutenu à plusieurs organisations, tels AHPEL, ANEM etc. Conscient de l'impact immédiat de

l'irrigation sur l'augmentation de la production, le Ministère a encouragé la réhabilitation des Petits Périmètres Irrigués (PPI) ainsi que le curage des canaux et des drains. Des PPI totalisant plus de 5,000 hectares ont été dans l'ensemble réhabilités ou construits au cours de l'année 2005<sup>3</sup>. D'importantes sommes ont été débloquées pour des travaux d'envergure, particulièrement dans la Vallée de l'Artibonite et dans certaines zones rurales des Gonaïves, en réponse aux dégâts causés par le passage du Cyclone Jeanne en septembre 2004. Il est estimé que près de 75 millions de USD ont été globalement engagés au profit du secteur agricole au cours de l'année 2005.

## **2.2.- Aspects critiques du contexte national et international pour l'agriculture et la vie rurale en Haïti**

Outre les conditions locales de production et les problèmes liés à la commercialisation des produits agricoles, la situation de l'agriculture et de la vie rurale en Haïti est en général influencée par toute une série de facteurs critiques tant au niveau national qu'international.

Parmi les limitations et contraintes identifiées sur le plan national, on peut citer notamment les suivantes :

- *La précarité des structures de transformation existant au niveau rural.* Qu'il s'agisse des moulins à riz, pour le décorticage et le polissage du riz, des moulins à maïs, des unités de fabrication de jus et de transformation de fruits en gelées, leur nombre est en général insuffisant et la qualité du travail laisse souvent à désirer. En général la transformation des produits agricoles permet de créer de valeur ajoutée au bénéfice des producteurs agricoles. Et l'existence d'agro-industries représente un marché sûr et stable qui encourage la production.
- *Le faiblesse du niveau des investissements publics et privés au niveau du secteur agricole.* Les investissements publics ont certainement augmenté au cours de 2005, mais sont encore loin d'atteindre pas encore un niveau suffisant face aux énormes besoins. Les intempéries de 2004 et 2005 ont endommagé encore plus les routes du pays, ce qui a freiné la réhabilitation des voies de pénétration.
- *Insécurité politique et sociale :* les troubles politiques au niveau du bas de la ville, siège du marché de la Croix des Bossales, le plus grand marché de la capitale ont entraîné des pertes énormes de la part des marchandes; ce qui les a découragées à voyager vers Port-au-Prince. En réaction des marchés secondaires tels ceux de la Croix des Bouquets et de Tabarre ont connu une grande extension. La valeur économique des dérangements liés à ces troubles n'a pas encore été calculée, mais on peut présumer qu'ils interviennent pour une grande part dans les hausses des produits agricoles locaux.

---

<sup>3</sup> Source: MARNDR, 2005 ; Bilan des interventions du secteur agricole

- *Les difficultés d'accès au crédit et d'accompagnement des acteurs du secteur* : l'accès au crédit s'est amélioré par rapport à l'année 2004, mais un processus simple et clair permettant l'obtention rapide des crédits nécessaires par les producteurs nationaux n'est pas encore au point.
- *La dégradation de l'environnement* : le déboisement accéléré du pays a résulté en une forte érosion. Le ruissellement des eaux de pluie emporte les couches superficielles des sols de sorte que la moindre averse occasionne de grandes inondations traduisant ainsi la dangereuse fragilité de l'écosystème haïtien.

Sur le plan international, les contraintes qui paraissent les plus importantes sont les suivantes;

- *L'existence de subventions pratiquées par certains pays en faveur de certaines de leurs denrées d'exportation* : lorsqu'une tonne de riz dont le coût de production est de US\$ 415 est vendue à l'exportation seulement US\$ 274 dollars, ce riz importé arrive en Haïti à un prix inférieur à celui du riz produit localement et représente une concurrence sévère pour les producteurs locaux.
- *L'instabilité des prix des denrées exportées* : le faible niveau mondial des prix du café et d'autres cultures traditionnelles d'exportation tend à réduire les revenus des producteurs agricoles. Dans le cas du café, la recherche des marchés niches permet encore d'obtenir des revenus acceptables, mais la réduction des superficies emblavées risque d'augmenter l'érosion et d'endommager l'environnement.
- *La difficulté de pénétrer et de se maintenir sur les marchés d'exportation* : En plus des difficultés inhérentes à l'exportation des produits agricoles, les différentes procédures visant à garantir l'innocuité alimentaire imposent des efforts d'organisation et de collecte de données qui augmentent les coûts des producteurs. Cela impose de prioriser des cultures qui soient consommées localement et à l'exportation.

### **2.3- L'état des conditions de vie au sein des communautés rurales**

Dans le rapport 2005 du PNUD sur le développement humain, Haïti est listée parmi les pays à faible développement humain, au 153<sup>ème</sup> rang<sup>4</sup>, avec 65% de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté. La durée de vie est de 53 ans et le niveau d'analphabétisme est supérieur à 50%. La moitié de la population est âgée de 18 ans ou moins. Le réseau routier demeure en très mauvais état, ce qui nuit à l'approvisionnement de marchandises tant dans le sens intérieur du pays vers les villes que dans l'autre direction (villes-campagnes).

Il importe de souligner que, quelque soit l'indicateur pris en compte, les statistiques sont en général en dessous de la moyenne nationale dès qu'il s'agit de les appliquer au milieu

<sup>4</sup> Source : PNUD 2005 ; Rapport sur le développement humain

rural. En effet, les études disponibles montrent que l'incidence de la pauvreté est beaucoup plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain.

L'augmentation de la production au sein du secteur agricole en 2005 ne s'est pas accompagnée d'une amélioration immédiate des conditions de vie des populations rurales. Une explication à cette situation a été la situation socio-politique du pays et la violence existant à Port-au-Prince. Les nombreux cas d'enlèvement et de séquestration concentrés dans la région métropolitaine ont créé un climat de peur qui a forcé les marchandes à réduire les déplacements de la province vers la capitale. On a donc assisté à cette situation paradoxale où les prix des produits agricoles étaient très bas au niveau des provinces, mais excessivement élevés au niveau des marchés de Port-au-Prince, ce qui a réduit les revenus des producteurs, tout en maintenant des coûts élevés dans la capitale.

Cette situation explique la poursuite du départ massif de travailleurs agricoles vers la République Dominicaine de manière illégale. L'absence de ces travailleurs a eu un impact sur les activités agricoles dans des zones comme le Plateau Central, le Sud Est et même la Vallée de l'Artibonite. Une épidémie de fièvre malaria au début du dernier trimestre 2005 au niveau du bas Artibonite et de la Côte des Arcadins, liée aux fortes pluies associées aux phénomènes climatiques de fin septembre et début octobre a été rapidement contrôlée, mais a affecté les populations rurales de ces zones. La dégradation progressive de l'environnement et les autres facteurs contribuant aux difficultés de la vie en milieu rural expliquent la continuation de l'exode rural et de l'abandon de l'activité agricole par les jeunes.

### **III. RESUME DE L'AGENDA NATIONAL DE COOPERATION TECHNIQUE**

Dans l'objectif de mieux servir les Etats Membres dans leur quête de développement durable de l'agriculture et de prospérité des communautés rurales, l'IICA opère suivant un nouveau modèle de coopération technique axé sur une large participation des autorités nationales et des partenaires privés dans la définition des priorités à adresser. C'est ainsi que pour la période 2002-2006 un Agenda National de Coopération Technique a été élaboré en Haïti à partir de consultations menées au niveau de plusieurs secteurs de la communauté de l'agriculture: le secteur officiel, le secteur privé, celui des ONG, les Universités et autres institutions. Les consultations ont été conduites au niveau des domaines stratégiques suivants:

- ◆ Politique agricole, Commerce et Intégration
- ◆ Développement d'Entreprises Agricoles et Agroalimentaires
- ◆ Développement Rural Durable
- ◆ Innocuité Alimentaire et Protection Sanitaire Agricole

Les différents participants au processus ont défini de façon claire les besoins et les actions à entreprendre dans les domaines sus-mentionnés. Sur la base de cette

détermination des priorités, les principaux points adressés au cours de la période d'application de l'Agenda de Coopération Technique sont les suivants:

- ◆ Contribuer à l'organisation des acteurs du secteur
- ◆ Appuyer les institutions de recherche
- ◆ Améliorer la capacité technique des producteurs
- ◆ Renforcer le système national de protection du territoire contre les pestes
- ◆ Publier des informations sur le secteur (disponibilité et prix) à travers des revues ou d'autres sites spécifiques
- ◆ Collaborer avec les partenaires dans la régénération et protection de l'environnement.



*Vue de la salle de conférence du Bureau*

Compte tenu de la représentativité des acteurs qui ont participé à l'élaboration de l'Agenda National de Coopération Technique du Bureau de l'IICA en Haïti, ce document constitue une bonne référence pour le renforcement des interventions au niveau de l'ensemble du secteur agricole. Cependant, vu que la période d'application de cet agenda est pratiquement arrivée à échéance, il va s'avérer nécessaire d'en évaluer les résultats globaux et de prendre les dispositions pour

renouveler le processus à la lumière des directives émanant de l'administration centrale récemment réélue à la tête de l'institution pour un nouveau mandat quadriennal 2006-2010.

L'Agenda National de Coopération Technique représente un élément-clé dans le cadre des relations du Bureau avec ses clients et partenaires.

#### **IV. RESULTATS DE LA COOPERATION TECHNIQUE EN 2005**

Les activités de coopération technique conduites par le Bureau au cours de l'année 2005 portent sur la mise en œuvre du Plan d'Action Annuel financé à partir d'allocations budgétaires provenant du Siège Central de l'Institut et sur la réalisation des différents projets exécutés à partir de ressources externes de financement. Le tableau suivant renseigne sur les principaux instruments de coopération en exécution par le Bureau au cours de l'année 2005 à partir de ressources externes de financement.



**Tableau 2: Portefeuille des projets en exécution par le Bureau pendant l'année 2005**

<b>Titre du Projet</b>	<b>Rôle de l'IICA</b>	<b>Dates de démarrage et d'achèvement</b>	<b>Source de financement</b>
Eradication de la peste porcine classique en Haïti et Renforcement du Système de Protection Sanitaire Animale et Végétale	Coopération technique directe	Mars 2003 Mars 2007	USDA/APHIS
Contribution au Renforcement d'une Stratégie de Contrôle Intégré du Scolyte du Café	Coopération technique directe	Janvier 2005 Juin 2006	Union Européenne
Pwojè Teknologi Oganizasyon Konbit Lakay/PWOTOKOL	Coopération technique directe	Avril 2003 Avril 2006	Fondation Kellogg
Evaluation et Diffusion Participatives de Germoplasmes Améliorés de Banane en Haïti	Coopération technique directe	Novembre 2001 Décembre 2006	INIBAP
Appui aux victimes des Inondations des Zones Rurales des Gonaïves	Coopération technique directe	Juin 2005 Juin 2006	USAID
Production d'Aliments Frais aux Gonaïves	Service technique de gestion	Juin 2005 Mars 2006	Coopération Argentine
Appui institutionnel au Centre de Santé et de Développement Intégral (CSDI)	Administration de ressources	Avril 2003 Décembre 2005	Fondation Kellogg

Les résultats obtenus de la mise en œuvre tant de ces instruments de coopération que du Plan d'Action Annuel du Bureau sont regroupés à travers les grands axes stratégiques établis par les instances centrales de l'IICA.

#### **4.1- Facilitation de la compétitivité et du commerce global.-**

Les activités du Bureau dans ce domaine ont porté principalement sur la facilitation de la participation d'Haïti aux réunions internationales. En effet, grâce à l'appui logistique apporté par le Bureau, le pays a pu être représenté aux réunions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Genève sur les Mesures Sanitaires et phytosanitaires ainsi qu'à quatre réunions de haut niveau tenues successivement au Chili, en France, au Brésil et à Washington.

Le tableau suivant présente les principales réunions qui ont été l'objet d'appui de la part du Bureau au cours de l'année 2005 pour que Haïti y soit représentée:

**Tableau 3: Principales réunions auxquelles Haïti a été représentée en 2005**

<b>Date</b>	<b>Réunion</b>	<b>Lieu</b>	<b>Délégué haïtien</b>
9-10 Mars 2005	32 <sup>ème</sup> réunion du Comité des Mesures Sanitaires et Phytosanitaires de l'OMC	Genève (Suisse)	Directeur de la Direction de Quarantaine au MARNDR
25-27 Avril 2005	Première réunion hémisphérique de contrôle frontalier international en ce qui concerne la protection sanitaire animale et végétale	Puerto Varas (Chili)	Directeur de la Direction Générale Adjointe à la Protection Sanitaire MARNDR
22-27 Mai 2005	73 <sup>ème</sup> session générale de l'Organisation Internationale de la Santé animale	Paris (France)	Directeur de la Direction Générale Adjointe à la Protection Sanitaire au MARNDR
27 Juin-1 <sup>er</sup> Juillet 2005	33 <sup>ème</sup> réunion du Comité des Mesures Sanitaires et Phytosanitaires de l'OMC	Genève (Suisse)	Directeur de la Direction de Quarantaine au MARNDR

Par ailleurs, le Bureau a continué à apporter son appui au Comité National sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires (Comité SPS) intégré par des membres du secteur public et du secteur privé.

Malheureusement, une consultation sollicitée par ce comité pour évaluer ses avancées et redéfinir de nouvelles lignes directrices n'a pu avoir lieu en raison des mauvaises conditions de sécurité dans le pays. Pour ces mêmes raisons, une consultation demandée par le Ministère de l'Agriculture pour la réglementation des palettes de bois utilisés dans l'exportation des produits agricoles a du être ajournée à la dernière minute.

Il convient d'ajouter à tout cela les résultats de deux missions techniques en République Dominicaine coordonnées par le Bureau sur requête formelle du Ministère de l'Agriculture. La première mission portait sur une exploration des opportunités de mécanisation agricole au profit de huit (8) cadres techniques de l'Organisme de développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA); elle s'est déroulée dans la zone de

Bonao, zone rizicole par excellence à l'instar de la Vallée de l'Artibonite. La seconde mission a été organisée au profit de la Coopération Taiwanaise avec la participation de cinq (5) techniciens taiwanais et haïtiens et visait la visite de certaines entreprises dominicaines de production industrielle de poulets.

#### 4.2- Promotion de l'innocuité alimentaire et de la protection sanitaire agricole

Cet aspect constitue l'un des axes prioritaires d'intervention du Bureau vu qu'il intègre les résultats du plus grand projet du Bureau, *le Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale* ainsi que ceux de deux (2) autres instruments de coopération technique visant respectivement le contrôle du scolyte du café et le contrôle de la Sigatoka noire du bananier.

Concernant le Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique (PPC), le tableau suivant illustre la répartition des têtes de porcs vaccinées à travers les différentes Directions Départementales Agricoles (DDA) du pays:

**Tableau 4: Résultats de la vaccination contre le PPC à travers les DDA du territoire**

DDA	Estimation cheptel	Nombre de têtes vaccinées				Nombre de personnes bénéficiaires
		Phase continue	Phase intensive	Total	Pourcent. (%)	
Nord	53,260	3,350	25,218	28,768	54,01	11,598
Nord'Est	51,885	4,645	26,042	30,687	59,14	11,251
Centre	64,290	9,733	50,442	60,175	93,60	26,149
Sud'Est (Thiotte)	17,000	2,162	12,809	14,971	88,06	6,637
Nippes	58,060	17,685	33,204	50,889	87,65	25,324
Grand'Anse	43,000	377	25,983	26,360	61,30	1,488
Sud	45,438	269	42,595	42,864	94,33	12,923
Cote Sud	20,000	142	6,126	6,268	31,34	4,965
Sud'Est (Jacmel)	69,794	3,744	64,023	67,767	97,09	21,304
HTArtibonite	79,051	64,855	12,640	77,495	98,03	20,547
Nord'Ouest	50,000	10,448	41,239	51,687	103,37	10,296
Bas-Artibonite	98,438	27,659	55,502	83,161	84,48	29,414
Ouest	150,000	49,899	105,382	155,281	103,52	18,745
<b>Total</b>	<b>800,216</b>	<b>195,168</b>	<b>501,205</b>	<b>696,373</b>	<b>87.02</b>	<b>200,641</b>

Les résultats enregistrés au niveau des DDA et sous-DDA du Ministère de l'Agriculture pour l'année 2005 accusent un total de 696,373 porcs vaccinés représentant environ 87% de la population estimée. Ces opérations de vaccination ont profité à un ensemble de plus de 200,000 éleveurs.



*Formation dans le cadre du Projet PPC*

Parallèlement aux campagnes de vaccination des enquêtes épidémiologiques ont été conduites tant sur les îles (la Tortue, la Gonâve, les Cayimites et l'île à vache) que dans tous les coins de la grande terre. A date les foyers de la plus grande séropositivité sont localisés dans le Sud-est et l'Ouest, particulièrement dans les zones situées le long du littoral. Afin de parvenir à l'élimination de la PPC au niveau des îles, il a été envisagé la construction de cinq (5) postes de quarantaine dans les Iles

adjacentes. Actuellement, quatre (4) postes sur les cinq (5) prévus sont en voie d'achèvement. De plus, une vaste campagne de sensibilisation a été conduite cette année sur l'importance de la lutte contre le fléau de la PPC. Cette campagne s'est déroulée à travers la distribution de notamment 100,000 feuillets d'information, 15,000 posters et dépliants, 3,800 casquettes et 3,600 T-shirts.

En dépit des nombreuses réalisations du Projet de Contrôle de la PPC, il importe de souligner que l'extrait le plus important demeure la mise en place de l'infrastructure physique et la structure organisationnelle nécessaires à l'opérationnalisation d'un vaste réseau de vaccination et de surveillance épidémiologique. Le réseau auquel participent tous les acteurs oeuvrant dans les domaines de la production et de la santé animale (MARNDR, MSPP, ONG, GSB, collectivités territoriales) permet au Ministère de l'Agriculture de contrôler et de suivre avec efficacité l'expansion non seulement de la PPC mais également d'autres pathogènes affectant le développement du cheptel national.

*Le Projet de Renforcement d'une Stratégie de Contrôle Intégré du Scolyte du Café en Haïti* fait suite à une première phase mise en œuvre par le Bureau à partir d'un financement provenant du même bailleur de fond l'Union Européenne. A ce titre, il vise à consolider la stratégie de Contrôle Intégré du Scolyte (CIS) antérieurement mise en place par notamment l'introduction de la lutte biologique et la systématisation de l'utilisation des pièges à scolytes.

Les interventions de ce nouveau devis-programme d'une durée de 18 mois ont débuté en janvier 2005. Après l'épuisement des deux tiers (2/3) du temps d'exécution de ce projet, les principales réalisations qui peuvent être compilées à son actif sont les suivantes :

- ◆ Formation de 145 formateurs qui ont procédé à leur tour à la formation de plus de 11,000 planteurs.

- ◆ Formation de 42 ressources locales destinées à assurer la gestion des 9 petits laboratoires ruraux de production de parasitoïdes à mettre en place dans le cadre de ce projet.
- ◆ L'implantation et l'opérationnalisation de 3 laboratoires ruraux de production de parasitoïdes sur les 9 prévus. Cette production a été rendue possible à partir d'une population de fondation de 6,000 parasitoïdes provenant de CODOCAFE, l'instance de contrôle de filière du café en République Dominicaine.
- ◆ Production de 2000 calendriers de contrôle du Scolyte. Ces calendriers qui visent à rappeler aux producteurs les différentes opérations à réaliser à chaque période de l'année ont été distribués prioritairement à des organisations de producteurs, à des institutions partenaires encadrant les coopératives caféières, aux DDA du Ministère de l'Agriculture et à l'instance haïtienne assurant le pilotage du secteur du café, l'Institut National du Café d'Haïti (INCAH) et aux facultés d'agronomie, membres du réseau CACHE.

Enfin, il convient de mentionner dans le cadre de la mise en œuvre du projet de contrôle du scolyte une campagne d'information et de sensibilisation à travers un réseau de six (6) radios dont cinq (5) communautaires et une à portée régionale. Le tableau suivant renseigne sur la distribution des radios et les zones caféières respectives couvertes.



*Séance pratique de comptage dans une caféière*

**Tableau 5:**  
**Distribution des radios de la campagne d'information et zones caféières couvertes**

<b>Nom de la Station de Radio</b>	<b>Localisation</b>	<b>Type</b>	<b>Zones caféières couvertes</b>
Radio la Victoire	Beaumont	Communautaire	Beaumont, Corail, Pestel
Radio Voix Paysans Pliché	Plaisance du Sud	Communautaire	Marc Eric, Changeux, l'Azile
Radio Flambeau	Cayes-Jacmel	Communautaire	Fond Jean Noel, Macary, Cap Rouge
Radio Sacré Cœur	Thiotte	Communautaire	Thiotte
Radio Echo la Hoy	Las Cahobas	Communautaire	Baptiste, Savanette
Radio Nirvana	Cap Haitien	Regionale	Marmelade, Plaisance, Dondon, Mont Organisé

En ce qui a trait au *Projet d'Evaluation et Diffusion Participatives de Germoplasmes Améliorés de Banane en Haïti*, les principales réalisations portent sur l'introduction et la distribution des 1,500 plants de FHIA-21 et 1,000 plants de FHIA-20 acquis d'un laboratoire privé de biotechnologie en République Dominicaine ainsi que l'établissement dans la Plaine de l'Arcahaie d'une parcelle de multiplication de FHIA-21, la variété de plantain la plus appréciée par les bénéficiaires du projet. De plus, un contrat a été signé avec une association privée haïtienne, l'Association des Producteurs Agricoles des Matheux (APAM) pour la production de 2,500 plantules de bananier des variétés révélées les plus performantes lors de la phase précédente d'évaluation. Les plantules requises ont été ainsi réparties:

- 1,000 plants de FHIA-21
- 500 plants de FHIA-17
- 500 plants de FHIA-23
- 500 plants de FHIA-25



*Parcelle de multiplication de FHIA-21 à l'Arcahaie*

Mais, l'extrait le plus important du projet pour l'année 2005 demeure la réalisation d'un séminaire de formation sur les nouvelles techniques de production rapide de plants de bananier. Ce séminaire qui a été organisé en partenariat avec le Service National Semencier (SNS) du Ministère de l'Agriculture, a été animé par un expert camerounais du Centre Africain de Recherches sur Bananiers et Plantains (CARBAP).

Il s'agissait d'enseigner une technique de multiplication de plants de bananier in vivo

d'après une méthode mise au point par le CARBAP dénommée Méthode PIF (Plants issus de Fragments de Tige). Cette méthode permet de produire en masse et en un temps relativement limité des plants de bananier indemnes de charançons et de nématodes. Elle revêt une importance particulière pour le pays étant donné les difficultés de tous ordres pour la multiplication rapide des plants de bananier et pour l'obtention de plants sains.

Une trentaine de cadres techniques provenant des structures du MARNDR et d'ONG partenaires de l'IICA ont participé à cette importante session de formation. Parmi les institutions partenaires de l'IICA ayant dépêché des techniciens pour assister au séminaire de formation sur la Méthode PIF, il convient de citer notamment l'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE), la Fondation Panaméricaine de

Développement (PADF), le Groupe d'Action Communautaire pour le Développement de Cabaret (GACDEC) et Fon Lambi.

#### 4.3- Renforcement des communautés rurales

Les réalisations au niveau de cet axe stratégique comprennent non seulement les résultats du Plan d'Action Annuel du Bureau dans le domaine, mais aussi les extrants de deux (2) instruments de coopération gérés par le Bureau : le *PWOTOKOL* qui est un projet d'appui aux initiatives locales financé par la Fondation Kellogg et le *Projet d'Appui aux Victimes des Inondations dans les Zones Rurales des Gonaïves* financé à partir d'un don de l'USAID.

Plusieurs sessions de formation ont été organisées dans le cadre des deux instruments de coopération précédemment mentionnés. Les plus importantes sont les suivantes récapitulées au travers du tableau ci-après indiqué :

**Tableau 5 : Séminaires de formation organisés**

Date	Lieu	Thème	Nbre de participants	Instrum. de Coopération
17 mars 2005	Port-au-Prince	Renforcement organisationnel	21	PWOTOKOL
	Les Cayes	Santé animale	27	PWOTOKOL
17-21 juillet 2005	Port-au-Prince	Gestion des petites entreprises	27	PWOTOKOL
14-18 Nov. 2005	Jacmel	Transformation des fruits	56	PWOTOKOL
21-25 Nov. 2005	Jacmel	Transformation des fruits	56	PWOTOKOL
	Petit Goâve	Construction de poulaillers artisanaux	23	PWOTOKOL
	Jacmel	Conduite de l'élevage Caprin	88	PWOTOKOL
	Gonaïves	Production de tomate	18	Appui Victimes Inondations Gonaïves
	Gonaïves	Production de haricot	19	Appui Victimes Inondations Gonaïves



Ce tableau montre qu'une dizaine de sessions de formation ont été réalisées dans le cadre des Projets *PWOTOKOL* et *Appui aux Victimes des Inondations dans les Zones Rurales des Gonaïves*. Les suivantes méritent d'être signalées.

- Le séminaire de formation visant à renforcer les capacités organisationnelles des comités de gestion des groupements de PWOTOKOL. Trois (3) membres de chaque comité ont assisté à cette session de formation déroulée à Port-au-Prince du 14 au 17 mars 2005.

- Le séminaire de formation organisé en début d'avril à l'adresse des Agents de Production et Santé Animales (APSA). Cette session constituait la dernière de toute une série initiée depuis tantôt cinq (5) ans. Plusieurs thèmes y ont été abordés tels l'amélioration des races, la mise-bas, l'hygiène de la viande etc. Une séance de clinique vétérinaire a permis de réaliser les pratiques de castration sur mouton, cheval et mulet. 27 APSA ont assisté à cette dernière session de formation qui est venue compléter leurs acquis techniques.



*Formation des ATR au local du Bureau*

- Le séminaire de formation organisé en juillet au bénéfice des comités de Kredifann sur le thème «Gestion de l'entreprise dans son environnement». Ce séminaire qui a été animé par un consultant du Groupe Croissance a eu un succès retentissant auprès des bénéficiaires du programme de crédit aux femmes rurales. Le manuel préparé en la circonstance «Ann Aprann Fè Biznis pi Byen» (Apprenons à mieux gérer une entreprise) a été distribué à l'ensemble des participantes venues des départements du Nord, du Sud, de l'Ouest et de l'Artibonite.
- Le séminaire sur la transformation des fruits à l'adresse de 56 femmes rurales. Ce séminaire a été organisé en deux (2) sessions : la première du 14 au 18 novembre 2005 à Kan-yet dans la zone de Jacmel et la seconde la semaine d'après à Fort Ogé toujours dans la zone de Jacmel. Ces sessions visaient à fournir une nouvelle source de revenus aux participantes par une meilleure valorisation des fruits lors des périodes de pointe.

- Le séminaire sur la construction de poulaillers artisanaux. Cette session de formation qui s'est déroulée à Vialet, Petit Goâve, rentre dans le cadre d'un vaste programme d'amélioration des basses-cours rurales initiée par le Bureau depuis 1998. Ces deux dernières années, l'action s'est concentrée sur la construction de poulaillers à partir de matériaux locaux dans l'objectif d'optimiser la production d'œufs au niveau des exploitations agricoles. Un livret systématisant cette expérience a été produit.



*Formation pratique de construction de poulaillers*

- Le séminaire sur l'élevage caprin en milieu rural réalisé suivant deux (2) sessions au bénéfice d'un total de 88 participants. La première session s'est déroulée à Aréguy, près de Jacmel et la seconde à Desbarrières, près de Gonaïves. Ces deux sessions de formation ont été réalisées au cours du mois de novembre 2005.
- Deux sessions ont été organisées à Desbarrières, près de Gonaïves, dans le cadre du *Projet d'Appui aux Victimes des Inondations dans les Zones Rurales des Gonaïves* dans le but de relancer la culture de la tomate (*Lycopersicum esculentum*), délaissée depuis plusieurs années en raison de problèmes phytosanitaires insurmontables et augmenter le rendement par unité de surface du haricot (*Phaseolus vulgaris*). Ces deux cultures constituent les principales cultures de rente de cette zone d'intervention.

En plus des activités de formation précédemment relatées, il convient de signaler particulièrement :

- des interventions d'appui direct à la production animale
- des interventions d'appui direct à la production végétale
- des interventions de promotion d'activités génératrices de revenus.

Dans le domaine de la production animale, le Bureau a introduit depuis près de 7 ans, des races améliorées de cabris (Boer, Nubien) et de pondeuses (Rhodes Island, Plymouth Rock) dans le but d'améliorer les races locales lentes et peu productives. Le système traditionnel étant la pratique la plus dominante parmi les modes d'élevage, en plus de l'accompagnement du paysan en formation, un appui en capital animal s'avérait des plus nécessaires pour atteindre cet objectif. C'est ainsi que cette année le Bureau a opéré la

distribution d'un total de 26 cabris (males et femelles) suivant un système de crédit animal rotatif arrêté d'un commun accord avec les bénéficiaires. Parallèlement, une distribution de 2,500 poulets a été réalisée dans les zones de Aréguy, Desbarrières, Tapion, Violet et La Vallée, dans les communes de Jacmel, Petit Goâve et Gonaïves.



Parcelle de démonstration de haricot à Desbarrière

Dans le domaine de la production végétale, des semences améliorées de différentes espèces ont été introduites dans plusieurs zones d'intervention du Bureau et des campagnes agricoles appuyées.

Des semences de papaye (*Carica papaya*) et de grenadine (*Passiflora quadrangularis*) ont été distribuées aux membres des groupements de la Vallée et d'Aréguy, dans le département du Sud-Est. Ces semences ont été obtenues

grâce à l'étroite collaboration du Bureau de l'IICA au Surinam. De même, des semences de piment (*Capsium annuum*) des variétés CARDI Green et West Indies Red en provenance de Antigua ont été également distribuées pour un test d'évaluation de comportement. Dans le même ordre d'idées, avec l'appui du Centre de Investigacion para el Mejoramiento de Mais y Trigo (CIMMYT), trois (3) variétés nouvelles de manioc (*Manihot utilisima*) ont été introduites à Tapion (Petit Goâve) : Yema de Huevo et CMC-40 qui sont des variétés douces et Tai-8 qui est une variété amère. Ces semences ont été distribuées à 33 planteurs et des parcelles de démonstration plantées à partir de ces variétés nouvellement introduites ont été établies. Un rapport sur le suivi de l'évolution et du comportement de ces variétés devra être soumis au CIMMYT.

A Desbarrières, quatre (4) parcelles de démonstration de tomate ont été établies en vue d'enseigner de nouvelles pratiques de cette culture dans la zone. De même, un appui direct a été fourni aux agriculteurs dans le but de faciliter la campagne de haricot. Des semences et intrants de base (fertilisants et pesticides) ont été mis à leur disposition. Un total de 87 agriculteurs ont bénéficié de la campagne de haricot.



Parcelle de démonstration de tomate à Desbarrières

Parmi les activités génératrices de revenus entreprises avec les groupements, il convient de mentionner les suivantes :

- Boutique communautaire à Tapion



- Moulin de maïs à la Vallée
- Moulin de maïs et de riz à Maribaroux
- Système pour labourage à traction animale à Desbarrières
- Système de petite hydraulique à Beret

Ces différentes interventions à finalité de génération de revenus au profit des membres des groupements ont eu des fortunes diverses.

Cette année, un montant total de plus de 2 millions de gourdes a été octroyé à l'augmentation des fonds de crédit destinés aux femmes rurales du Programme Kredifanm comptant plus de 700 femmes. Cela a permis de faire passer le montant des prêts pour les nouveaux *katel*<sup>5</sup> à 3,500 gourdes alors que le montant initial fixé ne dépassait pas 2,500 gourdes; soit une augmentation de 40%. Par ailleurs, il importe de mettre également l'accent sur le début d'un processus de formation de deux réseaux de femmes rurales le premier pour la production et la commercialisation d'œufs le second pour la préparation de confiture, gelée, liqueur à partir de fruits locaux.

#### 4.4- Intégration hémisphérique.-

Au cours de l'année 2005, le Bureau a consenti de grands efforts pour garantir la participation de délégations haïtiennes à différents forums organisés aux niveaux régional et hémisphérique. Le pays a participé pratiquement à toutes les réunions du Comité de Gestion, du Comité Exécutif et du Conseil.



*Participation d'Haïti à la réunion du Conseil en août 2005*

Seulement, le Ministre de l'Agriculture n'avait pu participer à la première réunion de l'Alliance tenue en mars 2005 à la Jamaïque pour cause de difficultés de dernier moment. En effet, tous les arrangements pour la participation du Ministre de l'Agriculture à cette importante réunion étaient finalisés mais à la dernière minute des difficultés l'ont empêché de partir pour la Jamaïque. Toutefois, le ministre a participé

pleinement à la réunion d'octobre 2005 tenue à St Kitts & Nevis.

Par ailleurs, le pays a eu une présence remarquée à la célébration de la 5<sup>ème</sup> semaine caraïbéenne de l'Agriculture organisée à St Kitts & Nevis. Un important atelier sur

<sup>5</sup> Katel : Noyau de base des groupes de Kredifanm comprenant 5 personnes

l'Agro-Tourisme a été réalisé dans le cadre de cette célébration auquel ont participé plusieurs pays de la région.

Deux (2) rencontres ont été organisées au niveau bi-national pour réfléchir sur des problèmes de protection animale et végétale au niveau des deux pays partageant l'île. De plus, le Bureau exerce le rôle de point focal pour certains réseaux caraïbéens comme le CRIDNET et fait de louables efforts pour faciliter une participation active d'Haïti dans d'autres réseaux techniques, tels PROCICARIBE et CARDI.

#### **4.5- Développement du capital humain.-**

La disponibilité de ressources humaines qualifiées est considérée comme un pré requis incontournable pour tout programme de développement durable. C'est pourquoi le Bureau accorde une importance considérable à la formation et au perfectionnement de cadres. En ce sens, il a cherché à établir des liens avec plusieurs institutions internationales octroyant des formations courtes ou encore des bourses d'études à des professionnels et des étudiants haïtiens. Des facilités logistiques leur ont été apportées dans leur processus de sélection de candidats sérieux, répondant à certains critères pré-établis.



*Représentants de la EARTH en mission en Haïti*

L'université EARTH a été accompagnée dans l'organisation de son concours pour la sélection de boursiers haïtiens. Sur quarante cinq (45) dossiers analysés, le processus de sélection a conduit le comité conjoint d'évaluation à retenir dix (10) jeunes étudiants auxquels il a été attribué trois (3) bourses complètes et sept (7) demi-bourses.

De plus, toujours au cours de l'année 2005 trois (3) autres jeunes ont également bénéficié de bourses d'études complètes, cette fois-ci à travers le réseau United World College. Il s'agit de 2 candidats pour le Baccalauréat International en Norvège et au Nouveau Mexique et un candidat pour un diplôme en Administration Agricole au Venezuela.

Parallèlement à l'accompagnement des universités étrangères dans leur processus de sélection de boursiers haïtiens, le Bureau a continué à donner un appui soutenu au réseau local du Caribbean Council for a Higher Education in Agriculture (CACHE). Plus d'une centaine de documents et petits manuels techniques ont été fourni au chapitre local du

CACHE dans la perspective de la constitution d'un fonds de caisse pour la mise en exécution de certaines activités prévues dans le Plan d'Action. Le Bureau a également aidé le CACHE à élaborer un document de projet visant l'administration d'un cours de formation sur le montage d'entreprises agricoles. Ce projet, dont l'objectif premier est de former des agronomes entrepreneurs, devra être mis en œuvre par l'université EARTH en partenariat avec les facultés d'agronomie du réseau CACHE. Il a reçu un louable support technique de la direction du secteur stratégique «Enseignement et Formation» du Siège Central de l'IICA.

Dans les premiers mois de l'année 2006, ce projet devra être soumis officiellement à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans la perspective d'obtenir le financement nécessaire.

#### 4.6- Gestion de l'environnement

Dans ce domaine, les activités du Bureau portent sur la promotion des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Le Bureau estime que le développement durable de l'agriculture est irrémédiablement conditionné par la systématisation de telles pratiques.

Au cours de l'année 2005, sur demande de la Fondation Groupe 73 (FOG-73) le Bureau a appuyé la participation d'un groupe d'agriculteurs à une formation en République Dominicaine sur le thème « Bonnes Pratiques Agricoles dans la culture de la Banane ». Les agriculteurs étaient accompagnés dans cette formation par deux cadres de la Fondation. De retour de ce séminaire de formation, les bénéficiaires ont pris l'engagement non seulement d'appliquer les connaissances acquises dans leurs propres exploitations mais aussi d'aider à la vulgarisation de ces « bonnes pratiques agricoles » (BPA).



*Potagers en récolte*

Le concept de BPA est également appliqué au niveau d'un des instruments de coopération technique du Bureau, le projet *d'Autoproduction d'Aliments Frais aux Gonaïves*. Il s'agit d'un projet de promotion de petits jardins potagers qui est mis en œuvre en concertation avec l'Ambassade Argentine en Haïti, en s'inspirant des résultats du programme similaire très populaire en Argentine, le Prohuerta.

Présentement, le Projet est à sa phase d'implantation.



La région des Gonaïves a été choisie pour cette première phase de l'expérience en raison des problèmes d'alimentation de la population suite aux dégâts causés au secteur agricole par le passage du cyclone Jeanne. Les zones privilégiées sont : Bassin Mangnan, Desbarrières, Poteau ainsi que la zone périurbaine de la ville. Le programme se développera avec l'intervention de volontaires qui joueront le rôle de promoteurs (multiplicateur, formateur) après avoir reçu une formation sur la philosophie du programme et la technique des potagers ainsi qu'un lot de matériel végétal à distribuer aux bénéficiaires.

A date, 105 promoteurs bénévoles sont formés dans le cadre de ce programme, 4 potagers démonstratifs établis et 27 Kg de semences de 24 variétés de légumes divers sont distribués. Environ 630 familles bénéficiaires et 13 écoles rurales sont présentement impliqués dans la mise en œuvre de ce projet dont l'approche novatrice et originale a suscité un vif intérêt de la part de nombreux secteurs.

#### **4.7- Modernisation institutionnelle.-**

Depuis tantôt deux (2) années, l'image que projette le Bureau en tant qu'institution s'est trouvé considérablement améliorée. Le Bureau participe activement à tous les forums nationaux sur le développement et exerce un bon leadership en ce qui a trait aux questions relatives à la promotion de l'agriculture durable et à la prospérité des communautés rurales.



*Signature de convention avec l'Ambassade d'Argentine en Haïti*

Le Bureau accorde une grande importance à la formation continue des membres de son staff et fait de son mieux pour mettre à la disposition du personnel technique et administratif des équipements techniques de pointe.

Au cours du mois d'août 2005, deux (2) cadres de la section administrative ont suivi un cours de perfectionnement d'une semaine au Siège Central de l'Institut, sur les techniques modernes de gestion. De même, deux cadres techniques ont participé à des sessions de formation à l'étranger. Ces formations vont influencer positivement sur le développement des capacités techniques et administratives des bénéficiaires. Par ailleurs,



il est prévu, au cours de la prochaine année d'équiper le Bureau de Téléphone IP, un système qui facilite les appels téléphoniques à l'étranger tout en en réduisant les coûts.

La publication d'un bulletin bimestriel d'informations sur les activités du Bureau, *IICA-HAITI Info*, est fortement appréciée par les partenaires et les clients.

#### 4.8- Autres activités.-

Au titre de la rubrique «Autres activités», il convient particulièrement de rappeler le protocole d'accord signé en mars 2005 avec la FAO, lors d'une rencontre de la Table Sectorielle de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire. Ce protocole qui vise la conjugaison des efforts des deux institutions en vue de la réalisation d'un ensemble d'actions conjointes au bénéfice du secteur agricole haïtien, porte sur les domaines de coopération suivants :



*Signature Protocole d'Accord avec la FAO*

- ◆ Commerce international et négociations commerciales
- ◆ Protection sanitaire agricole et innocuité des aliments
- ◆ Développement rural et gestion de l'information agricole
- ◆ Planification, suivi et évaluation de projet
- ◆ Recherche de financement

Ce protocole d'accord entre l'IICA et la FAO, qui a été paraphé en présence du Ministre de l'Agriculture et des représentants des autres agences internationales, vise à garantir une action concertée entre les deux institutions au bénéfice du Ministère de l'Agriculture. La signature de ce protocole d'accord qui a été chaudement applaudi par le Ministre rentre en droite ligne des orientations clairement exprimées par les instances supérieures de l'IICA et de la FAO.

Par ailleurs, il convient de mettre également l'accent sur le soutien logistique apporté par le Bureau à toute une série d'ONG en appui à leurs activités de développement. Un support a été fourni au Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement du Far-West (GRAF) et à la FIRMATECH pour l'acquisition de géniteurs caprins de race améliorée en République Dominicaine. De même, en avril 2005, le Bureau a facilité la participation de quatre (4) techniciens de VETERIMED et de AHPEL à deux importantes rencontres avec des institutions partenaires en République Dominicaine.

Par ailleurs, il convient également de mettre l'accent sur les efforts consentis par le Bureau pour renforcer et atterrir la coopération horizontale. Des activités pour une coopération avec le Chili dans le domaine de la production de semences botaniques de pomme de terre sont en cours. De même, des pistes de coopération sont en cours d'exploration avec le Mexique, le Brésil et l'Uruguay.

## V. COOPÉRATION INTER-AGENCE

La coopération inter-agence réfère aux activités réalisées en concertation avec d'autres organisations internationales et régionales.

Au cours des réunions de la Communauté Internationale, il est souvent fait référence à la nécessité pour Haïti d'éviter de répéter les erreurs du passé dans le domaine de l'aide au développement du pays. Tout le monde admet l'urgence de développer des mécanismes permettant une réelle coordination des activités de développement entreprises par les différentes agences.

La Représentation de l'OEA en Haïti a organisé plusieurs rencontres avec toutes les agences du Système Interaméricain dans la perspective d'établir des canaux d'échanges entre les différentes agences du système. Jusqu'à présent, cela a permis de mettre en place un précieux réseau de communication entre les représentants et le personnel international des agences du système.

Le Bureau de l'IICA et la Représentation locale de la FAO ont signé cette année un protocole d'accord pour une action concertée au bénéfice du Ministère de l'Agriculture. Cet accord qui a été paraphé du Ministre de l'Agriculture, a reçu la totale approbation et le plein appui de ce dernier. A cet égard, un comité tripartite IICA/FAO/MARNDR a été formé dans l'objectif d'élaborer et de suivre l'exécution de plans annuels d'actions conjointes mis en place dans le cadre de ce protocole d'accord.



*Participation à une réunion de la Table Sectorielle*

Le Bureau de l'IICA en Haïti participe activement à la Table Sectorielle sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire. Présidé par le Ministre de l'Agriculture, ce forum, qui regroupe tous les bailleurs de fonds et toutes les agences de coopération technique opérant au niveau du secteur agricole, permet d'échanger des informations utiles sur les réalisations et les perspectives d'investissement envisagées par ces institutions. Les réunions de la Table Sectorielle sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire permettent un bon suivi de l'aide internationale au niveau du secteur agricole.

Parallèlement, le Bureau a voulu dynamiser la coopération horizontale et amplifier les champs de coopération entre Haïti et d'autres pays du Sud. C'est ainsi que plusieurs dossiers de coopération technique sont en cours avec des pays d'Amérique du Sud: citons notamment la production de semences botanique de pomme de terre avec la Coopération Chilienne et la réalisation d'un programme populaire de promotion de jardins potagers avec la Coopération Argentine.

## **VI. SUPPORT FOURNI AU DÉVELOPPEMENT DE PLANS ET DE STRATÉGIES NATIONALES**

Le support envisagé correspond fondamentalement à la mise en œuvre du plan agro 2003-2015.



*Participation à formation à la Quarantaine au MARNDR*

Il convient de rappeler que le Ministère de l'Agriculture est engagé dans un effort de restructuration de ses services. Le système de coopération externe au niveau du Ministère a été reconstitué. Dans ce cadre, un nouveau Délégué ministériel a été nommé par le Ministre de l'Agriculture. Plusieurs sessions de travail ont déjà eu lieu entre le Représentant de l'IICA en Haïti et le nouveau Délégué Ministériel et ce Bureau est confiant que le nouveau Délégué a une claire vision de la mission de l'IICA en

Haïti, de l'Agenda National, du Plan d'Action 2003 – 2015 ainsi que des différentes activités de l'IICA en Haïti. Une évaluation de l'Agenda national a commencé avec le nouveau Délégué afin de s'assurer que l'Agenda National demeure en conformité avec les priorités de la nouvelle administration.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a également poursuivi ses contacts avec le Ministère des Affaires Étrangères de la République d'Haïti afin d'obtenir la désignation d'un nouveau Délégué Ministériel. La mission de ce nouveau délégué sera notamment de préparer la participation d'Haïti au prochain Sommet des Amériques.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a également poursuivi des discussions avec le Délégué Ministériel du secteur Agricole afin de poursuivre un suivi continu au niveau national en vue de réaliser les objectifs du Plan d'Action Agro 2015, approuvé par Haïti, ainsi que tous les autres pays de l'Amérique membres de l'IICA.

## VII. RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'année 2005, le Bureau de l'IICA a entamé une expérience nouvelle de réhabilitation d'infrastructures d'irrigation dans le cadre du *Projet d'Appui aux Victimes des Inondations dans les Zones Rurales des Gonaïves* exécuté à partir d'un financement de l'USAID. Ce projet prévoit la réhabilitation 350 hectares de terre irriguée au niveau de deux (2) PPI dans le département de l'Artibonite: Desbarrières dans la zone des Gonaïves et Zabriko près d'Ennery.

Cette expérience est sans précédent dans l'histoire de la coopération technique fournie par le Bureau depuis plus d'une trentaine d'années. Outre le cas du *Projet de Contrôle de la Peste Porcine Classique et de Renforcement du Système National de Protection Sanitaire Animale et Végétale* qui renferme certaines activités de construction de postes de quarantaine, le projet des Gonaïves constitue l'unique projet d'investissement du Bureau.



*Dérivation de la Rivière la Quinte à Desbarrières*

Les activités de cet important projet sont exécutées en partenariat avec la Direction Départementale Agricole de l'Artibonite étant donné que le Bureau ne dispose pas d'expertise dans le domaine de réhabilitation des infrastructures d'irrigation. Cette alliance stratégique avec le Maître de l'Ouvrage paraît très fructueuse vu qu'elle pave déjà la voie au transfert des responsabilités à la fin des travaux.

Les enseignements qui seront

tirés de cette enrichissante expérience serviront à renforcer les capacités du Bureau à mieux appuyer l'agriculture haïtienne.

## **VIII. OPPORTUNITÉS FUTURES DE COOPÉRATION**

En plus des opportunités de projet avec l'Argentine et le Chili, les contacts sont également établis avec les Ambassades d'autres pays latino-américains, notamment le Brésil, le Mexique, l'Équateur et la République Dominicaine, avec l'accord du Ministre de l'Agriculture. Jusqu'à présent, ces contacts ont permis l'identification des domaines de coopération technique entre Haïti et ces différents pays. Une fois ces domaines de coopération identifiés, le Bureau de l'IICA en Haïti a pris contact avec les Bureaux de l'IICA au sein des pays concernés afin d'étudier avec eux des mécanismes permettant à ces différents Bureaux de participer à l'exécution de ces programmes de coopération entre ces différents pays et Haïti. Cette coopération entre Bureaux semble très prometteuse.

Le Bureau de l'IICA en Haïti a également identifié plusieurs thèmes et opportunités de coopération entre l'Institut avec les secteurs public et privé. On peut mentionner notamment:

- a) La contribution au contrôle des fléaux dans l'agriculture, particulièrement le contrôle de la Cochenille Rose de l'Hibiscus. Ce parasite pose de graves problèmes au secteur d'exportation des mangues qui représente le principal pilier des exportations agricoles du pays.
- b) La promotion de l'agribusiness dans le pays, par notamment la constitution d'un chapitre local du Caribbean Business Association (CABA). De plus, tant le secteur public que le secteur privé haïtiens manifestent un intérêt soutenu pour l'Agriculture Organique. Une Chambre d'Agriculture Organique, la CHAAB, a été mis en place. Le Bureau envisage de continuer à supporter les initiatives prises dans ce domaine.
- c) La coopération de ce Bureau à la préparation de projets pour le développement de la zone frontalière entre Haïti et la République Dominicaine, ainsi que le renforcement de l'institution transfrontalière de défense de l'environnement constitue également des pistes d'intervention pour les prochaines années à venir. Les grands axes de coopération seront définis après une rencontre entre les deux ministres de l'Agriculture et également des réunions avec les secteurs privés des deux pays.

Tout cela devra être envisagé avec le nouveau gouvernement qui sera mis en place après le départ de l'actuel gouvernement de transition qui sera confiné dans les premiers mois de 2006 dans un rôle de liquidation des affaires courantes du pays.

## **IX. APPENDICES: PUBLICATIONS**

Au cours de l'année 2005, plusieurs publications ont été réalisées par le Bureau de l'IICA en Haïti. Il convient de citer entre autres les suivantes :

- la publication du manuel d'auto formation sur l'économie de marché «Ann Aprann Fè Biznis pi Byen»
- la publication du calendrier Scolyte tiré à 20,000 exemplaires
- la publication du manuel sur l'élevage amélioré des poules en milieu rural.